

Entre déplacés et réfugiés, une tragédie syrienne

Des milliers de civils se sont réfugiés en Turquie, en Jordanie, au Liban et en Irak. L'implication de l'Occident est indispensable afin d'éviter des répercussions sur la sécurité.

Salam Kawakibi

Plusieurs dictateurs arabes ont assisté impuissants à la disparition de leur pouvoir absolu avec l'éclatement des processus révolutionnaires dans leur pays à partir de 2010. Le pouvoir syrien a construit sa « légitimité » en usurpant le conflit avec Israël, en instrumentalisant les minorités rassurées par un pouvoir fort. Ainsi, il a enraciné une culture de la peur dans la société traumatisée par une succession de comportements répressifs.

Au lendemain de l'éclatement des mouvements contestataires en Tunisie, le pouvoir syrien n'avait aperçu aucun danger. Il n'a pas soulevé non plus que la vague avançait de pied ferme à l'ombre d'une économie défailante, d'une corruption systémique et des libertés politiques inexistantes. Il expliquait sa réticence à entamer des réformes par la situation régionale et les menaces extérieures. Bachar el Assad lui-même, a déclaré que son pays était « à l'abri des troubles », puisque le pouvoir était « proche de son peuple ». De plus, le régime parlait des progrès économiques réalisés en affichant des chiffres infondés.

Le 18 mars 2011, avec l'embrasement de la situation dans le sud du pays, l'opposition a demandé aux autorités d'assumer « ses responsabilités (...) et d'adopter une position audacieuse et sage par rapport à la question de la transition démocratique (...) et cela par la voix d'un dialogue national (...) ». La réponse du régime n'a pas tardé à s'exprimer par la violence en accusant les contestataires d'être manipulés par l'étranger.

La gestion répressive de la crise a donné lieu, cinq mois après ses débuts, à l'émergence d'une action armée. Celle-là a tout d'abord été des nombreuses défections au sein de l'armée syrienne impliquée dans la tuerie. Les unités de la résistance armée ont été renforcées ensuite par des milliers de civils qui ont pris les armes.

La répression armée des contestations pacifiques et la militarisation de la résistance ont contribué à l'exode massif, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays. Les premiers déplacés proviennent des régions les plus touchées par les bombardements massifs et les incursions sanglantes des forces du régime. Ainsi, des millions ont été obligés à se déplacer d'un quartier à un autre, d'un village à un autre ou d'une ville à une autre.

Ainsi, des milliers de civils se sont réfugiés en Turquie, en Jordanie, au Liban et en Irak dans un premier temps. Un départ vers les pays européens les plus proches a été aussi signalé.

Au Liban, il y a eu une répercussion des tensions syriennes sur la société libanaise opposant les pro aux anti Assad. Cela s'amplifie avec l'instabilité des alliances politiques libanaises et l'impact économique, social et sécuritaire du conflit syrien sur la scène libanaise. La présence des réfugiés représente un défi sécuritaire, puisque les milices proches du régime syrien essayent d'intimider ou même de terroriser les réfugiés et notamment ceux et celles qui sont actifs politiquement au sein de l'ensemble.

De nombreux réfugiés se trouvent dans une situation précaire, avec peu ou pas de ressources financières. Le Liban, qui prétend officiellement adopter une position neutre, refuse de mettre en place des camps de réfugiés et tend parfois à expulser des ressortissants syriens vers la Syrie, ce qui ne cesse de provoquer l'indignation des ONG.

Un élan de solidarité se manifeste mais ceci prend aussi une dimension communautaire. Le risque d'instrumentalisation d'une telle crise humanitaire reste palpable au Liban. Le nombre approximatif de réfugiés est d'un million, les travailleurs migrants inclus, le quart de la population du pays. Ceci alarme les autorités, ainsi que la société civile, sur les impacts sur les logements et les prix des denrées alimentaires, ainsi que sur les infrastructures sanitaires et éducatives.

À la différence du Liban, la Jordanie, dont le nombre de réfugiés, qui ne cesse d'augmenter, est estimé en mai 2013 à 500 000, avec un potentiel d'augmenter à 1,2 millions jusqu'à la fin de l'année si le flux persévère comme le prévoit le Haut commissariat pour les réfugiés, a mis en place des camps dans le désert. Les conditions de vie sont déplorables, même si elles ont connu quelques améliorations, ces derniers mois. Cependant, les capacités d'accueil sont réduites et le pays n'est plus en mesure d'apporter l'aide appropriée aux réfugiés. La crise économique et l'instabilité politique jouent un rôle négatif dans la vision avec laquelle la question humanitaire est

Salam Kawakibi, politologue syrien, directeur adjoint de l'Initiative pour la Réforme Arabe (IRA).

gérée. Cela ne cesse de provoquer des tensions internes au sein du pays. À tel point que le premier ministre, Abdallah Ensour, a déclaré, le 14 avril, dernier que « la crise syrienne et ses retombées avaient atteint le stade de la menace à la sécurité nationale de la Jordanie ».

Comme ailleurs, des ressortissants syriens vivent également éparpillés dans les villes jordaniennes, ce qui affecte l'économie déjà souffrante. Une économie assistée telle que celle-ci exploite encore plus la situation dans les camps de réfugiés afin d'appeler à l'aide. L'impact est aussi très ressenti sur les sources hydrauliques, vu que ce pays souffre d'une crise aiguë dans ce secteur.

De son côté, l'Irak, qui avait connu des circonstances semblables dans les années 2000, exerce une politique très opaque en ce qui concerne la problématique. Son soutien politique, militaire et économique aux autorités de Damas, à la demande des maîtres à Téhéran, l'oblige à maintenir une attitude stricte à l'égard des réfugiés syriens. En rappelant que la Syrie avait reçu autour de 1,5 millions d'Irakiens comme réfugiés dans les années 2000. Il reste que les régions ouest de ce pays, habitées majoritairement par des tribus avec des liens très forts avec l'Est syrien, ne prêtent pas attention aux mesures strictes du gouvernement central. Elles expriment leur solidarité avec un accueil décent des proches de l'autre côté des frontières. Cependant, des camps ont été érigés dans la région kurde. Ils accueillent des Kurdes syriens mais aussi, une minorité de Syriens arabes.

En Turquie, les réfugiés, dont le nombre est estimé à plus de 400 000, sont principalement accueillis dans les provinces de Hatay, Gaziantep, Kilis et Urfa. Le gouvernement turc paraît assumer la responsabilité de l'assistance, de l'abri et de la protection des réfugiés dans des camps. Les postes frontaliers sont souvent sévèrement contrôlés par Ankara, qui semble vouloir attirer l'attention sur le but qu'elle a atteint son seuil de tolérance. Quand des fermetures soudaines ont lieu, les Syriens se retrouvent bloqués à la frontière. La Turquie revendique, d'une façon ferme, la mise en place d'une zone tampon, pour permettre de placer les réfugiés dans un territoire syrien sécurisé.

La situation se complique de plus en plus sur la scène intérieure pour le gouvernement turc. Une xénophobie, qui camoufle un sentiment communautaire, rejette la présence des réfugiés dans la région de Hatay, habitée majoritairement par les aléviés. Ces derniers accusent même le gouvernement central de vouloir changer la composition démographique en implantant des « sunnites/syriens » chez « eux ». Il était choquant de voir pendant des manifestations hostiles à la politique d'accueil prônée par le Parti pour la justice et le développement (AKP), trois portraits se juxtaposaient : Ali, le cousin du Prophète, Kemal Atatürk et Bachar el Assad.

Les chiffres varient pour désigner le nombre des réfugiés dans les différents pays. Les instances onusiennes ou les organisations humanitaires ne parlent que des réfugiés enregistrés auprès de leurs services. Cependant, des dizaines de milliers ne concrétisent pas cette démarche.

Si les organisations onusiennes évoquent des chiffres, c'est essentiellement dû à l'établissement des camps sous leur autorité ou visité par leurs représentants. En revanche, d'autres organisations caritatives redoublent les estimations comme le fait Caritas pour le cas libanais.

Les déplacés et les réfugiés, quel destin ?

En parallèle au dossier des réfugiés dans les différents pays, l'état des déplacés concerne presque tout le territoire syrien. La majorité de ces déplacés, à l'intérieur de la Syrie, se trouve aujourd'hui dans les régions de Damas, d'Alep, Homs, Deir El Zor et Idlib. Les chiffres augmentent progressivement. Nous pouvons parler de six millions au moins sur l'ensemble du territoire (sur 23 millions qui habitent le pays).

Dans la situation actuelle d'extrême violence contre la population civile, qui cible la destruction des maisons et affecte les provisions alimentaires et en eau qui sont systématiquement détruites, il existe aujourd'hui trois formes de déplacement intérieur :

- Les familles qui ont pu trouver un hébergement chez des amis ou des parents.
- Les familles qui ont un hébergement individuel gratuit ou payant dans des endroits mis à leur disposition. Il est fréquent de trouver plusieurs familles logées ensemble.
- Les familles dont l'hébergement est organisé dans les écoles et les bâtiments publics.

Cependant, il est important de signaler que beaucoup de familles ont été déplacées plusieurs fois.

Outre les conséquences sur la santé et l'éducation qui touchent spécifiquement les enfants, la principale conséquence de ces déplacements provoqués par la violence consiste à développer le phénomène de la déstructuration ou celui de la recomposition familiale. Auxquels vient s'ajouter une augmentation de la violence au sein des familles résultant de la proximité, des tensions, des angoisses et des violences subies par les adultes.

Dans les deux situations, celle des réfugiés dans les camps ou celle des déplacés à l'intérieur du pays, les enfants ont évidemment les mêmes besoins de base que les adultes, en matière de sécurité, de santé et d'alimentation. Mais leur cas présente aussi des spécificités et une grande vulnérabilité. On peut classer leurs besoins en quatre sortes : médicaux, alimentaires, scolaires et psychologiques.

Le dénuement dans lequel se retrouvent les familles de déplacés conduit les enfants soit à se livrer à la mendicité, soit à rechercher toutes sortes de petits travaux. Il arrive que la nécessité pousse à la petite délinquance puis à la criminalité.

Le régime, en essayant de sanctionner les opposants et en considérant que les déplacés font partie de cette population qui a osé contester son pouvoir absolu, empêche les secours d'arriver à eux. Aucune ONG installée en Syrie ne peut distribuer d'aide sans l'autorisation du pouvoir qui détermine dans quelle région et par qui cette aide doit être distribuée. Les régions choisies ne

Nombre de réfugiés syriens

	Turquie	Liban	Jordanie	Irak	Égypte	Afrique du Nord
Réfugiés syriens	350 991	485 283	486 882	151 970	70 553	11 455
Total de personnes en danger :	1 591 129					
Réfugiés enregistrés :	1 370 952					
Réfugiés attendant d'être enregistrés :	220 177					

Source : Inter-Agency Regional Response for Syrian Refugees HCR.

sont évidemment pas celles où se trouvent les réfugiés. Le régime instrumentalise donc l'aide internationale pour se constituer des clientèles auxquelles il délivre les secours destinés aux réfugiés.

Les observateurs estiment que 80 % de l'aide internationale, plus spécifiquement celle acheminée par la Croix rouge, est détournée par la corruption et l'instrumentalisation politique. Ceci se déroule par le biais de la direction du Croissant rouge syrien, dont la neutralité reste à désirer. Les agents du CR syrien qui souhaitent se conformer à leur mission, sont contraints de le faire clandestinement.

Dès lors, les déplacés n'ont aucune confiance dans les agents des organisations de secours, patronnées par le régime. Les ONG occidentales qui veulent aider effectivement les déplacés syriens, doivent impérativement se mettre en contact avec les réseaux informels et les associations de soutien qui sont les seuls, aujourd'hui, à faire passer la totalité des aides reçues sur place. Ce sont les partenaires locaux fiables qui transmettent directement les aides aux divers comités de soutien.

La répression sauvage qui s'abat sur tout médecin prodiguant des soins aux déplacés ou soignant des blessés, a réduit considérablement le nombre de médecins disponibles pour la population sinistrée, blessés inclus. Et lorsque les médecins sont là, les médicaments n'y sont pas...

La vie en commun, imposée par le déplacement et l'exil à des dizaines de milliers de familles, soulève sur le terrain la question du vivre ensemble pour des gens qui viennent d'horizons divers, ruraux et citadins, turkmènes, kurdes et arabes.

Enfin, sous la contrainte de la réalité, le vécu des déplacés et la gestion de l'aide humanitaire témoignent de dynamiques qui sont également à l'œuvre dans toute la société syrienne et dont on ne peut prédire l'ampleur des conséquences sur la société de demain : émergence et autonomisation par rapport au politique d'une société civile ; permanence de formes au quotidien de solidarité transcommunautaire, dans le temps même où les tentatives à la fragmentation ethnique et communautaire, encouragées par le régime, se manifestent clairement ; apprentissage de l'altérité dans le quotidien (en vue de la citoyenneté syrienne) et de la notion d'espace partagé ; recomposition familiale et lente modification des rapports entre hommes et femmes ; perturbations profondes du système éducatif à tous les niveaux.

Les Syriens ont espéré beaucoup de la communauté internationale. La déception est très forte avec un sentiment d'une indifférence patente. Les sociétés civiles internationales peuvent compenser le vide laissé par l'absence d'une décision politique. Les différentes formes de résistance que les Syriens ont pu « inventer » durant les 20 derniers mois leur permettront de consolider l'endurance devant la souffrance. Il est ainsi important de compter sur leur conscience politique et sociétale afin d'éviter de sombrer dans un conflit interminable.

Plusieurs risques menacent le pays et influenceront fortement les flux des réfugiés. Parmi eux, un très alarmant : la guerre en cours contre les civils risque de se transformer en guerre civile. Après avoir développé tous les ingrédients par le pouvoir et avec la complicité active ou passive de la « communauté » internationale, un tel renversement de la situation ouvrira des spectres d'avenir plus complexes et plus incertains.

Un deuxième risque se traduit par une situation humanitaire catastrophique qui ne cesse d'interpeller la conscience internationale endormie. Les déclarations et les bonnes intentions n'alimentent pas les affamés et elles n'abritent pas les réfugiés. Les retombées néfastes d'une telle situation risquent d'avoir des impacts très profonds sur la société syrienne, mais aussi sur les pays avoisinants.

Le jour où les Syriens vont retrouver la paix, la situation économique du pays atteindra un niveau catastrophique avec tout ce que cela peut engendrer au niveau de la sécurité humaine. Le retour à des régions dévastées sera un exercice très difficile. Dès lors, un plan « Marshall » est inévitable et il doit avant tout s'appuyer sur la diaspora syrienne déjà engagée dans l'aide humanitaire. Ainsi, même si les intérêts prédominent et que les relations internationales ne fonctionnent pas avec une logique de charité et de principes moraux, l'implication des pays riches est indispensable, afin d'éviter des répercussions sur la sécurité dans toute la région qui est aux portes de l'Europe.

Le mardi 14 mai, après un voyage en Jordanie et au Liban, un cri d'alarme (ou de désespoir) vient d'être lancé par Kristalina Georgieva, la commissaire européenne en charge de l'aide humanitaire : « 66 % des réfugiés sont des enfants. On ne peut pas tourner le dos à cette tragédie, il faut agir maintenant pour éviter la perte d'une génération entière de jeunes enfants syriens ».

Nul ne sait si elle sera entendue et si oui, s'il ne sera pas déjà trop tard. ■